

**INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
REVIVAL
COMMUNE DE VERNOUILLET**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,**

VU le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement, et notamment les rubriques n°2710 et 2718;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN, en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir à compter du 21 août 2023 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyen de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°690 du 29 avril 1998 autorisant la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT NORMANDIE à exploiter un centre de transit et de tri de déchets ménagers pré-triés et de déchets industriels et commerciaux assimilés aux déchets ménagers, et un centre de stockage et de tri de déchets de métaux ferreux et non ferreux et notamment de véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 juin 2023 portant changement d'exploitant et agrément de la société REVIVAL dont le siège social est situé ZI n° 4,59880 SAINT SAULVE ;

VU l'arrêté préfectoral n°101-2024 du 28 novembre 2024, portant délégation de signature au profit de Madame Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement faisant suite à l'inspection du 12 février 2026 et transmis à l'exploitant par courriel du 03 avril 2026 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

VU le courrier en date du 03 avril 2026 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant suite à la transmission du projet d'arrêté de mise en demeure dans les délais impartis ;

CONSIDÉRANT que la visite d'inspection menée le 12 février 2026 par l'inspection des installations classées a permis de constater les éléments suivants :

- Le site ne dispose pas d'une détection automatique pour les zones recevant des déchets combustibles ou inflammables ;
- L'exploitant n'a pas déterminé les consignes relatives à l'organisation des rondes et n'organise pas de ronde dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables ;

CONSIDÉRANT que cette situation constitue un manquement aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société REVIVAL de respecter les prescriptions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La société REVIVAL, exploitant un centre de transit et de tri de déchets ménagers pré-triés et de déchets industriels et commerciaux assimilés aux déchets ménagers, et un centre de stockage et de tri de déchets de métaux ferreux et non-ferreux et notamment de véhicules hors d'usage sur le territoire de la commune de Vernouillet, Zone industrielle de Nuisement, 7 rue Gustave Eiffel, est mise en demeure, **sous un délai d'un mois** à compter de la date de notification du présent arrêté, de respecter :

- l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 en installant un système de détection automatique de départ d'incendie pour les zones recevant des déchets combustibles ou inflammables,
- l'article 4 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 en organisant des rondes de surveillance dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables.

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télé-recours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux auprès du Préfet ou hiérarchique auprès du Ministre compétent qui interrompt le cours de ce délai.

Tout recours (excepté le télé-recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 4 : NOTIFICATIONS-PUBLICATIONS

- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 2 mois conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement.
- 3) Une copie de l'arrêté sera envoyée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement-Centre Val de Loire.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le 27 AVR. 2026

Le Préfet,
Le Préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale



Agnès BONJEAN

